

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER (Ex LLORENS)

35 Boulevard de la Barasse
13011 La Valentine

Références : D-2026-0251
Code AIOT : 0006402458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement PURFER (Ex LLORENS) implanté 35 Boulevard de la Barasse 13011 Marseille. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2026 sur les substances PFOS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER (Ex LLORENS)
- 35 Boulevard de la Barasse 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006402458
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER exploite un centre de tri, transit, regroupement de métaux, avec apport par le producteur initial, et cisailage ainsi qu'un atelier de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence d'un portail appartenant au site voisin, la société MANCINI, implantée dans le prolongement d'une partie du site exploité par PURFER. Cet accès pouvant être fermé, est susceptible de ne pas permettre aux services d'incendie et de secours de faire le tour du site PURFER. La société PURFER s'est engagée à s'assurer auprès de la société MANCINI du maintien à toute heure de l'accès aux pompiers.

Il a été rappelé à l'exploitant de maintenir en bon état le marquage des aires de stockage et des déchets stockés.

Pour délimiter l'espace professionnel des apporteurs particuliers, l'exploitant a mis en place des cloisons métalliques qui ne permettent pas aux services d'incendie et de secours de faire le tour du site si besoin. Afin de rétablir la circulation sur le site, l'exploitant s'est engagé à retirer ces cloisons mobiles à chaque fin de journée et période de fermeture.

Enfin, l'exploitant a indiqué des travaux de reprise du revêtement des sols s'effectueront sur une surface de 1100 m². Ces travaux devraient être réalisés fin juillet / début août 2026.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
2	2. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Arrêté Ministériel du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
8	8. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.III et IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a réalisé toutes les mesures de son plan d'actions. Par courriel du 8 avril 2026, il s'est également engagé à poursuivre la surveillance sur le paramètre PFOS pour 5 campagnes. L'arrêt de la surveillance est soumis à validation des services de l'inspection. Celle-ci pourra être maintenue en cas de dépassement de la VLE.

A ce stade, les services de l'inspection ne proposent pas de suites à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions, réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement, sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats (rapport n°R134792365-001-1 du 18/03/2026) de la campagne complémentaire réalisée sur les eaux rejetées de son site, conformément à son plan d'actions.</p> <p>A posteriori de la visite, l'inspection a confirmé à l'exploitant la nécessité de saisir les résultats de cette campagne dans l'outil GIDAF, après création du cadre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant saisit les résultats dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : 2. Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, dans un délai de trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour et la met à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas eu de changement depuis la visite d'inspection du 12 mai 2025.</p> <p>Lors de la visite, il a indiqué pouvoir retrouver des ustensiles de cuisine anti-adhérents dans les bennes de ferraille en provenance de déchèteries.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : 3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Recherche de l'ensemble des PFAS mesurables identifiés par l'exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejet aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées</p>

<p>par des PFAS de manière plus générale.</p> <p>Cette campagne porte sur : [...] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun produit nécessaire aux activités du site ne contient de PFAS. L'exploitant avait transmis les fiches de données de sécurité.</p> <p>Concernant les analyses complémentaires, il a repris la liste des substances identifiées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre toutes les mesures de son plan d'action. A ce stade, il n'a pas identifié de nouvelles actions. Il est en attente des résultats sur les retombées d'eau de pluie (cf point de contrôle n°5).</p> <p>Il prévoit également de maintenir la surveillance des substances PFOA / PFOS sur ses rejets aqueux (cf point de contrôle n°7).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne complémentaire réalisée en septembre 2025 sur les eaux rejetées de son site. L'analyse des résultats montre que des substances PFOS /PFOA sont quantifiées. Il n'y a pas de dépassement de la valeur limite d'émission sur le paramètre PFOS (25 µg/l) comme constaté lors de la campagne de 2024. De plus, il a présenté les résultats d'analyse des 20 PFAS et AOF sur l'eau du forage qui alimente le site. On peut constater que certaines substances telles que PFOS (2 µg/l) ont été quantifiées. <i>[Pour mémoire, l'eau est utilisée pour alimenter le réseau de RIA et le lavage des engins du site. Les eaux souillées issues du lavage des engins passent dans un séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejetées au réseau communal des eaux usées de la ville de Marseille.]</i> L'exploitant a également réalisé en mars 2026 une campagne sur l'eau pluie (collecte et analyse des retombées) dont il est en attente des résultats. Depuis la visite du 12 mai 2025, l'exploitant a mis en oeuvre les mesures prévues par son plan d'action de mai 2025. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est souhaité que l'exploitant déclare dans le cadre PFAS de GIDAF les résultats d'analyses PFAS effectués sur l'eau de forage. Pour ce faire, l'exploitant devra créer un nouveau point de surveillance "amont". Dès réception, l'exploitant transmet les résultats sur l'eau de pluie, accompagnés d'une note d'interprétation de l'ensemble des résultats et statue sur la nécessité d'un nouveau plan d'action.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des

rejets
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] <ul style="list-style-type: none"> - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué attendre encore des résultats. En fonction, il mènera une réflexion sur des actions complémentaires susceptibles d'être mises en oeuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il tient informés les services de l'inspection des mesures prises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »
Constats : La campagne de mesure de septembre 2025 a montré que les rejets du site respectait la valeur limite d'émission sur le paramètre PFOS. Après échanges avec les services de l'inspection, l'exploitant s'est engagé, par courriel du 8 avril 2026, à poursuivre la surveillance du paramètre PFOS pendant 5 campagnes supplémentaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous un mois le bon de commande. Concernant les résultats, ils devront être saisis dans l'outil GIDAF. L'arrêt de la surveillance est soumis à la validation des services de l'inspection. En cas de dépassement de la VLE du paramètre PFOS, le maintien de la surveillance sera demandé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : 8. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2026, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : « 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté. »
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a bien mis en oeuvre son plan d'action : - les extincteurs trouvés dans le tri des déchets sont collectés et isolés dans une benne qui est mise à l'abri des intempéries ; - les analyses sur l'eau du forage montrent la présence de PFOS et PFOA. L'exploitant a indiqué qu'il lui arrive de retrouver dans les dépôts de ferraille provenant de déchèteries des ustensiles de cuisine anti-adhérents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.III et IV
Thème(s) : Autre, Petits îlots et entreposage des déchets combustibles ou inflammables
Prescription contrôlée : III. Petits îlots. A. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. B. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs. C. Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet : - la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ; - une étude démontrant l'absence d'effets domino.

IV. Entreposage des déchets combustibles ou inflammables.

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

- le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;
- ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m³ de déchets combustibles ou à 1 m³ de déchets inflammables.

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

Constats :

Sur le site, tous les déchets de métaux sont stockés en extérieur. Ils sont entreposés dans des alvéoles en béton.

Il n'y a plus d'activité de démontage et dépollution de véhicules hors d'usage.

L'aire d'apport est séparée des alvéoles de stockage par une voie interne de circulation.

Type de suites proposées : Sans suite